

16 mai 2024 -15:54

Mention officielle du genre à l'État civil : un changement sur deux concerne les moins de 25 ans

Bruxelles, le 16 mai 2024 - En 2023, 607 personnes ont fait adapter la mention M/F sur leur carte d'identité afin de la faire mieux correspondre à leur identité de genre. C'est 39 personnes de plus qu'en 2022. La moitié de ces demandes provenaient de personnes âgées de moins de 25 ans. 81 % avaient moins de 35 ans. Cette tendance au rajeunissement des demandeurs•euses•x fait suite au changement de loi de 2017, qui a supprimé toutes les conditions médicales pour faire modifier la mention officielle du genre à l'État civil.

Après l'entrée en vigueur de ces dispositions légales, un pic de plus de 738 demandes a été enregistré en 2018. Ce nombre était bien moins élevé les années suivantes, mais 2022 et 2023 sont marquées à nouveau par une augmentation des demandes de changement de la mention officielle du genre.

« Depuis la modification de la loi en 2017, une grande catégorie de jeunes est apparue dans les statistiques. En effet, les conditions médicales constituaient un obstacle majeur pour ces jeunes. Heureusement, désormais, c'est l'identité de genre de chaque individu qui est la référence. Nous savons également, grâce à la recherche, que les personnes transgenres sont conscientes de plus en plus tôt de leur propre identité de genre. »

Michel Pasteel, directeur de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes

L'écart se comble en Région wallonne

Ces dernières années, la Flandre a toujours été surreprésentée dans les chiffres de changement de la mention officielle du genre. En 2023, la Wallonie rattrape cet écart : non seulement le nombre de demandes est désormais proportionnel à la population dans cette région, mais on constate également une répartition plus égalitaire de l'identité de genre des personnes demandeuses.

L'Institut pour l'égalité entre les femmes et les hommes collabore avec le Registre national pour établir ces statistiques annuelles. L'aperçu complet peut être téléchargé sur le [site de l'Institut](#).

Une enquête pour mieux connaître les conditions de vie des personnes transgenre et non-binaires

Une enquête nationale sur les conditions de vie des personnes transgenres et/ou de genre non binaire est en cours. Elle a pour objectif de recenser leurs expériences en matière de discrimination au cours des deux dernières années. Les personnes transgenres peuvent encore y participer jusqu'à la fin du mois de juin sur le site www.tgnbstudy.be.

Contact presse

Véronique De Baets, porte-parole

T +32 2 233 40 34

M +32 479 25 04 41

Institut pour l'égalité des femmes et des hommes
Place Victor Horta 40
1060 Bruxelles
Belgique
+ 32 2 233 44 00
<http://igvm-iefh.belgium.be>

Véronique De Baets
Contact de presse
+32 2 233 40 34
veronique.debaets@iefh.belgique.be

Sofie Roelandt
Contact de presse
+32 2 233 48 31
sofie.roelandt@igvm.belgie.be